

CONDITIONS GENERALES

CDI AIDÉ – TIAMA

Objectifs : Favoriser l'entrée sur le marché du travail des personnes sans emploi embauchées en contrat à durée indéterminée d'une durée minimale de quatre-vingts heures par mois, par une prise en charge forfaitaire du salaire.

EMPLOYEUR

Public éligible

- Personnes physique ou morale de droit privé
- N'ayant pas procédé à un licenciement pour motif économique dans les 6 mois précédant la date de la demande ;
- L'embauche ne doit pas procéder au remplacement d'un salarié licencié pour cause réelle et sérieuse. S'il apparaît que l'embauche a eu pour conséquence le licenciement d'un autre salarié, la décision d'attribution du dispositif peut être retirée par le SEFI. La décision de retrait du dispositif emporte obligation de rembourser l'intégralité des sommes perçues ;
- L'embauche ne peut pas concerner l'un des anciens salariés ayant démissionné depuis moins d'un an ;
- L'aide ne peut pas être attribué si l'employeur n'est pas à jour du versement de ses cotisations et contributions sociales.

Formalités

- Conclure un **contrat de travail à durée indéterminée** conforme à la réglementation en vigueur ;
- Signer une convention en deux exemplaires avec le SEFI définissant les obligations des parties ;
- Déposer un dossier de demande complet dans un délai maximum de 60 jours (ou 70 jours pour les embauches situées dans les archipels autres que celui de la Société) à compter de la date d'effet du CDI ;
- Fournir périodiquement au SEFI, les pièces justifiant du paiement des salaires et des charges sociales correspondantes.

Modalités

- Embaucher le salarié à **durée indéterminée** à temps plein ou partiel, d'une **durée minimale de 80 heures par mois** ;
- Rémunérer le salarié au minimum de la catégorie professionnelle correspondant au poste proposé.

Limitation

Le nombre maximum de « CDI Aidé (TIAMA) » qui peut être accordé simultanément est limité à **5** pour les employeurs dont l'effectif au jour de la demande est inférieur ou égal à 20 salariés, **10** pour les employeurs dont l'effectif est compris entre 21 et 50 salariés et **15** pour les autres employeurs.

Avantages

L'aide financière prévue par la LP. 5251-10 et par les articles A.5251-6 à A.5251-9 du code du travail s'élève à :

- **Pour un temps partiel, les montants sont calculés au prorata ;**
- **60 000 F CFP par mois pour un temps plein si la condition 1 est remplie ;**
- **80 000 F CFP par mois pour un temps plein si les conditions 1 et 2 ou 3 sont remplies ;**
- **100 000 F CFP par mois pour un temps plein si les conditions 1, 2 et 3 sont remplies.**

Condition 1 :

- L'embauche d'un demandeur d'emploi, au sens de l'article LP 5423-1 du code du travail ;
- Seule l'inscription au service en charge de l'emploi ou le cas échéant, dans les conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres, auprès de leur commune, entraîne la reconnaissance juridique de la qualité de demandeur d'emploi.

Conditions 2 :

- L'embauche d'un demandeur d'emploi, au sens de l'article LP. 5423-1 du code du travail, remplissant l'une des conditions suivantes :
- Être travailleur handicapé en milieu ordinaire ;
 - Avoir perdu son emploi à la suite d'un licenciement économique ;
 - Être suivi par le service en charge des affaires sociales ;
 - Être sans domicile fixe ;
 - Être un sénior âgé de 50 à 62 ans ;
 - Être un jeune âgé de 16 à 29 ans ;
 - Être sortie de prison et être suivi par le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) ;
 - Avoir bénéficié d'une bourse d'étude dans les 12 derniers mois.

Condition 3 :

- L'embauche par un organisme d'accueil remplissant l'une des conditions suivantes :
- Les personnes physiques ou morales de droit privé dans les secteurs d'activités suivants : la culture, l'agriculture, sylviculture et pêche, la restauration, l'hôtellerie, les activités touristiques, le maritime, les énergies renouvelables, l'environnement et l'économie circulaire, le numérique, l'audiovisuel, l'action sanitaire et sociale, l'aide à la personne et la construction.
 - Les structures d'insertion sociale par l'activité économique (SISAE) ;
 - Les associations d'intérêt général ;
 - Une entreprise de moins de vingt salariés.

SALARIE

Conditions

- Justifier de la qualité de demandeur d'emploi au sens des articles LP. 5423-1 et LP. 5423-2 du code du travail ;
- Bénéficier de la protection de l'emploi local si l'embauche concerne une activité professionnelle soumise à protection ;

Formalités

Signer un **contrat de travail à durée indéterminée** avec un employeur

Fournir à l'employeur les pièces du dossier qui doivent être obtenues par le salarié auprès de la C.P.S.

AVERTISSEMENT

L'employeur doit constituer son dossier de demande avec le plus grand soin et le transmettre au SEFI pour instruction dans un **délai maximum de 60 jours** (ou **70 jours** pour les employeurs des archipels autres que celui de la Société) **à compter de la date d'effet du contrat de travail à durée indéterminée.**

Ce dossier de demande doit impérativement comporter toutes les pièces exigées en page 1 et 2.

Ces pièces sont indispensables pour permettre un traitement rapide et vérifier l'éligibilité de votre demande. Tout dossier de demande incomplet ne sera pas pris en considération.

La mesure « CDI Aidé (TIAMA) » est attribuée pour les dossiers éligibles et dans la limite des crédits disponibles.

L'aide financière prévue dans le cadre du « CDI Aidé (TIAMA) » démarre à compter de la date d'effet de la convention « CDI Aidé (TIAMA) » conclue entre l'employeur et la Polynésie française et non à la date d'effet de l'embauche du salarié.

Elle est versée trimestriellement par avance sous condition de dépôt des pièces justificatives aux périodes indiquées sur la convention.

CONDITIONS GENERALES

CDD D'INSERTION - TIARAMA

OBJECTIFS

Faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi, qui ne sont pas aptes à intégrer directement le marché du travail en milieu ordinaire et qui ont besoin d'une période d'immersion et d'accompagnement en milieu professionnel par la prise en charge du montant total du salaire minimum d'insertion interprofessionnel garanti en vigueur (SMIG).

EMPLOYEUR

Public éligible

- Structures d'insertion sociale par l'activité économique (SISAE) ;
- L'aide ne peut être attribué si l'employeur n'est pas à jour du versement de ses cotisations et contributions sociales.

Formalités

- Conclure un **contrat de travail à durée déterminée** conforme à la réglementation en vigueur ;
- Signer une convention en deux exemplaires avec le SEFI définissant les obligations des parties ;
- Déposer un dossier de demande complet dans un délai maximum de 60 jours (ou 70 jours pour les embauches situées dans les archipels autres que celui de la Société) à compter de la date d'effet du CDI ;
- Fournir périodiquement au SEFI, les pièces justifiant du paiement des salaires et des charges sociales correspondantes

Modalités

- Embaucher le salarié à **durée déterminée** à temps plein ou partiel, d'une **durée minimale de 80 heures par mois** ;
- Rémunérer le salarié au minimum de la catégorie professionnelle correspondant au poste proposé.

Limitation

Le nombre maximum de « CDD d'Insertion (TIARAMA) » dont un employeur peut bénéficier simultanément est fixé à **5** pour les employeurs dont l'effectif au jour de la demande est inférieur ou égal à 20 salariés, **10** pour les employeurs dont l'effectif, au jour de la demande est supérieur à 20 et inférieur ou égal à 50 salariés et **15** pour les autres employeurs

Avantages

L'aide financière prévue par la LP.5252-8 et par les articles A.5252-6 à A.5252-8 du code du travail s'élève à :

100% du salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur.

L'aide financière est calculée au prorata du temps de travail effectif du salarié sans dépasser toutefois le montant fixé supra.

SALARIE

Conditions

- Justifier de la qualité de demandeur d'emploi au sens des articles LP. 5423-1 et LP. 5423-2 du code du travail.
- Bénéficier de la protection de l'emploi local si l'embauche concerne une activité professionnelle soumise à protection.

Formalités

- Signer un contrat de travail à **durée déterminée** avec un employeur ;
- Fournir à l'employeur les pièces du dossier qui doivent être obtenues par le salarié auprès de la C.P.S.

AVERTISSEMENT

L'employeur doit constituer son dossier de demande avec le plus grand soin et le transmettre au SEFI pour instruction dans un délai maximum de 60 jours (ou 70 jours pour les employeurs des archipels autres que celui de la Société) à compter de la date d'effet du contrat de travail à durée indéterminée.

Ce dossier de demande doit impérativement comporter toutes les pièces exigées en page 1 et 2.

Ces pièces sont indispensables pour permettre un traitement rapide et vérifier l'éligibilité de votre demande. Tout dossier de demande incomplet ne sera pas pris en considération.

La mesure « CDD d'insertion (TIARAMA) » est attribuée pour les dossiers éligibles et dans la limite des crédits disponibles. L'aide financière prévue dans le cadre du « CDD d'insertion (TIARAMA) » démarre à compter de la date d'effet de la convention « CDD d'insertion (TIARAMA) » conclue entre l'employeur et la Polynésie française et non à la date d'effet de l'embauche du salarié.

Elle est versée trimestriellement par avance sous condition de dépôt des pièces justificatives aux périodes indiquées sur la convention.

Attention

Tout retard dans le dépôt des pièces justificatives entrainera un retard dans l'avance des aides prévues.